



Winner Industrie : La pionnière des piles au bord de la banqueroute

lundi 13 mars 2017, par Burkinapmepmi.com

Winner Industrie est une société de droit burkinabè spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de piles électriques. Basée à Bobo-Dioulasso, elle appartient à la famille Ouédraogo. Elle est aujourd'hui administrée par Fati Traoré/Ouédraogo, directrice générale, Boukary Ouédraogo, président du Conseil d'administration et Ousmane Ouédraogo, directeur commercial et marketing.

Alors que le secteur se porte bien, car selon une étude réalisée en 2011, les Burkinabè consomment 84 millions de piles par an, Winner Industrie traverse une période difficile. En effet, depuis une année, elle est engluée dans une crise qui risque de l'engloutir pour de bon.

Autour de l'usine, la vie s'est totalement arrêtée. Posté devant le portail, le vigile, vêtu en uniforme bleu, s'avance à pas cadencés. Après s'être enquis des raisons de notre visite, il laisse le véhicule entrer dans l'enceinte de l'usine. A l'intérieur, c'est le calme plat. Aucune âme ne donne un signe de vie. Entre-temps, une silhouette mise en évidence par la lumière du soleil sort du secrétariat et se dirige vers nous : c'est la secrétaire. Peu loquace et de taille élancée, elle nous conduit chez le directeur des ressources humaines, Mamadou Traoré. Pensif, l'homme n'en croit pas à ses yeux.

De l'optimisme dans le noir

Assis seul au bureau sur un fauteuil mobile, il se tourne les pouces. Dans tous les services, le constat reste le même. « Il n'y a rien comme activité », lance Ibrahim Ouédraogo, un des délégués du personnel de la société. Les machines sont sur cale et les magasins sont vides. Pas de piles à vendre, ni de matières premières pour produire. Une bonne partie du bâtiment qui abrite les installations est plongée dans l'obscurité. La SONABEL a coupé l'électricité pour trop de factures impayées, nous apprend-on. M. Traoré nous fait découvrir les installations. Tâtant par-ci, par-là pour avancer dans l'obscurité, nous parvenons à nous engouffrer dans la salle de production, à l'aide de la lumière des téléphones portables.

Malgré cette triste réalité, la Directrice générale (DG) reste optimiste. Recontactée une ultime fois, le jeudi 9 mars 2017, afin qu'elle donne sa version sur la crise, Mme Fati Traoré/Ouédraogo a préféré évoquer des démarches qu'elle mènerait pour la relance de sa société. A l'entendre, Winner Industrie devrait pouvoir rouvrir ses portes au cours de cette année 2017. Avec quels moyens ? On n'en saura pas plus.

Ce qui est plus sûr, c'est que les locaux de l'entreprise ne sont pas totalement désertés. Un quarteron d'employés, constitués essentiellement des délégués du personnel, continue d'acter leur présence et se considèrent être en activité. Jusque-là, aucune note officielle de la direction n'a mis fin à leur contrat. C'est pourquoi, ils tiennent à être au service pendant les heures régulières et pointent la journée comme devant être payée.

La crise ivoirienne et la descente aux enfers



Les problèmes de l'entreprise commencent dans les années 2000. Alors qu'il fallait une production minimale de 1,5 million de piles par mois pour atteindre le seuil de rentabilité, Winner Industrie n'en produisait que 400 à 700 mille, par insuffisance de matière première. Les produits étaient, certes, écoulés aussitôt, mais les recettes étaient loin de couvrir les dépenses. Dès lors, l'entreprise est entrée dans un fonctionnement à perte. « Depuis 2004, les délégués n'ont cessé d'attirer l'attention de la directrice générale », rappelle Joseph Bassolé, un délégué du personnel.

Cette situation s'est aggravée. Winner Industrie a alors suspendu ses activités. Elle manque de fonds pour acheter les matières premières. Elle cumule aussi près de dix mois d'arriérés de salaire. Les employés en veulent aux gestionnaires de la société et leur manque de rigueur. Ils dénoncent une gestion légère, patrimoniale, qui ne tient aucunement compte des intérêts de la société et de ses employés.

Pour Ibrahim Ouédraogo, délégué du personnel, « Comme c'est une entreprise familiale, il y a eu de la légèreté dans la gestion ». Selon Joseph Bassolé, l'un des délégués du personnel, les agents ont alerté la directrice générale sur sa façon peu orthodoxe de gérer l'entreprise depuis 2004. « Mais elle ne nous a pas écoutés », se souvient-il.

Citant un exemple de mauvaise décision de la part de la directrice générale, Paul Ouédraogo, un autre délégué syndical revient sur l'achat décrié d'une machine à coup de millions de francs CFA. « Ils ont grignoté les sous de la société pour aller payer cette ferraille en Côte d'Ivoire qui n'a même pas démarré une seule fois », s'indigne-t-il. Et puis, l'entreprise doit environ 850 millions de taxes impayées à l'Etat, croit savoir M. Ouédraogo.

Mais la DG, Mme Fati Traoré/Ouédraogo n'a pas voulu répondre à ces salves d'accusations, laissant le soin à son frère Ousmane Ouédraogo, directeur commercial et marketing. Pour ce dernier, la crise ivoirienne de 2002 explique tous les problèmes que vit la société. « Les ouvriers ne comprennent pas ce que c'est que les chiffres. Ils raisonnent par rapport à ce qu'ils voient. Le fond du problème, ils ne peuvent pas le comprendre facilement », estime-t-il.

A écouter Ousmane Ouédraogo, tout serait parti de la crise ivoirienne de 2002. Avant, l'entreprise n'avait pas de problème à s'approvisionner en matière première. Si bien qu'en 2001, elle disposait d'un stock de sécurité conséquent. Mais ce stock s'est évaporé avec la crise ivoirienne. Car, du fait de la situation qui prévalait en Côte d'Ivoire, les commandes de la matière première ont été bloquées au port d'Abidjan. Puis, les containers les transportant ont été réorientés vers les ports de Téma et de Lomé. Ce qui a occasionné un grand retard de livraison de la matière première. C'est le début des problèmes de la société. « Les containers qui devaient rentrer en 45 jours ont fait pratiquement 4 à 5 mois avant d'arriver », relève-t-il.

Durant cette période, l'entreprise ne menait aucune activité alors qu'elle devait supporter les charges fixes. Cela va la conduire lentement mais sûrement vers la situation d'aujourd'hui, de son avis.

La part des fraudeurs et de la douane

Employés et patrons ne s'entendent donc pas sur les raisons qui ont conduit Winner Industrie dans sa crise actuelle. Ils sont cependant unanimes à reconnaître que la fraude a précipité leur descente aux enfers.

Alors que le nombre de piles consommées au Burkina Faso chaque année est estimé à 84 millions, Winner

Industrie couvre à peine 11% des besoins. Le reste est satisfait par des piles provenant pour la plupart de la fraude. « Avec les charges que nous avons, on ne peut pas être rentable », avoue M. Ouédraogo.

Selon le directeur commercial de la société, la fraude des piles semble ne plus du tout préoccuper la douane et la gendarmerie burkinabè. Avant, la société était appelée à payer de fortes sommes d'argent aux douaniers ayant saisi les piles frauduleusement introduites sur le marché. « Quand les gendarmes ou les douaniers attrapaient les fraudeurs, ils nous faisaient appel et on achetait la cargaison à 14 ou 15 millions pour les brûler », révèle M. Ouédraogo.

Avec le temps, Winner a compris le jeu des forces de l'ordre et de la douane. Car dit-il, « on s'est rendu compte à un certain moment qu'on était en train d'encourager la fraude. Ils (douaniers et gendarmes ndlr) nous font payer pour avoir des primes pour leurs agents, donc on a dit qu'on ne peut pas continuer sur cette voie, c'est l'Etat qui doit jouer ce rôle ».

Dès lors, estime Ousmane Ouédraogo, douaniers et gendarmes ont levé le pied dans la lutte contre la fraude sous prétexte que leurs magasins étaient saturés de marchandises saisies. Cette nouvelle donne fait l'affaire des contrebandiers qui n'hésitent plus à corrompre leur vis-à-vis pour faire entrer les marchandises fraudées sur le sol burkinabè.

L'Etat appelé à la rescousse

Ousmane Ouédraogo souhaite alors que l'Etat durcisse la lutte contre la fraude afin de permettre aux entreprises locales de souffler. Il veut bien d'une concurrence saine, où chaque acteur joue franc-jeu en payant correctement les impôts et taxes. « On demande à être sur un pied d'égalité en amenant tout le monde à payer les taxes normalement », laisse entendre M. Ouédraogo. Il est confiant de la qualité de ses produits et dit n'avoir « pas peur des piles chinoises ».

Les employés de la société espèrent qu'une solution sera trouvée pour leur éviter d'aller grossir le rang des chômeurs. Les délégués syndicaux continuent d'honorer de leur présence les locaux de l'entreprise. Les responsables, eux, multiplient les actions en vue de sauver ce qui peut encore l'être. A en croire le directeur commercial, Winner Industrie n'est pas une société à fermer. Il appelle l'Etat à la rescousse en tentant de le persuader, mais aussi d'alerter l'opinion nationale. Selon lui, il est inadmissible de jeter plus de 200 personnes dans la rue à l'heure où l'Etat encourage la création d'emplois et lutte contre le chômage. Contactées, les autorités du ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat affirment que le dossier est en étude dans les services techniques.

A l'endroit du gouvernement, Ousmane lance, confiant : « si on repart sur de nouvelles bases, on va faire des merveilles », avant d'ajouter que « si l'Etat veut réellement relancer l'économie à Bobo-Dioulasso, qu'il nous aide à ne pas fermer cette usine ». Et si l'Etat veut réellement relancer Winner Industrie, il pourrait lui apporter de l'argent frais ou aider cette entreprise familiale à évoluer vers un autre statut, plus exigeant et plus stable.

Ça sent le roussi !

Winner industrie est à la croisée des chemins. Cela fait plusieurs mois que la directrice générale cherche désespérément les fonds pour relancer sa société. Pourtant, les héritiers avaient des dents longues. Un projet de fabrication de batteries solaires a été ficelé. Malheureusement, avec la nouvelle donne, il s'est retrouvé dans les placards. Actuellement, Winner Industrie aiguise les appétits d'un homme d'affaires malien qui envisage de la racheter. Il a installé, par le biais de Winner, une société similaire dans son pays qui, aujourd'hui a le vent en poupe. Pour démarrer ses activités, cette société a bénéficié de l'expertise de sept techniciens de Winner qui continuent de travailler à son compte. Même si pour l'heure, la société ne tient qu'à un fil, Fati Traoré y croit comme fer que le bout du tunnel n'est pas si loin. En rappel, Winner

industrie appartient à l'homme d'affaires Salifou Ouédraogo dit Salif Déré. Il faut dire également que RAN hôtel-Ouagadougou et RAN hôtel-Bobo-Dioulasso restent la propriété de la famille Ouédraogo. Elle est également propriétaire d'un immeuble qui jouxte le siège de la Loterie nationale burkinabè (LONAB).

O.M.I

Les héritiers se crêpent le chignon

Tout naturellement, on peut lire dans certains propos, que le climat n'est pas serein au sein de la famille Ouédraogo. Une source proche de cette famille révèle que les travailleurs sont manipulés par un des héritiers qui lorgnerait la place de la directrice générale. Mais Ousmane Ouédraogo, directeur commercial, tente de recadrer les choses. Il rassure qu'il n'en est rien. Pour lui, s'il s'avérait que c'est de sa faute que l'entreprise s'est retrouvée dans cette situation, il n'hésitera pas à céder son fauteuil à quelqu'un d'autre pour poursuivre le travail. "Si c'est moi le problème, je suis prêt à quitter mon poste pour sauver la société", martèle-t-il. Pour sa part, la directrice générale s'est murée dans le silence. Elle préfère laisser ses "lieutenants" parler à sa place. Pendant ce temps, les travailleurs croupissent dans une misère indescriptible. Ousmane Ouédraogo, directeur commercial, joue souvent les donquichottes. Il gère des cas sociaux. Chaque matin, il dit mettre la main à la poche pour calmer certains travailleurs en détresse. Mais, il semblait être excédé le jour de notre rencontre. En bon croyant, semble-t-il, il finit par se ressaisir en récitant quelques versets coraniques pour souhaiter une reprise rapide des activités au grand bonheur de tous. "Chaque matin, quand j'arrive au service, les travailleurs viennent m'exposer leurs problèmes ; je suis obligé de vider toutes mes poches pour les satisfaire", explique-t-il. Le cri du cœur de M. Ouédraogo est que la société ne se croule pas sur les difficultés au risque de mettre plusieurs familles en difficultés.

Ouamtinga Michel ILBOUDO
Sidwaya.bf